

LA PLUS FORTE VENTE DE LA RÉGION
LILLE, 106, Rue de Paris
PARIS, 43, Bd. Haussmann

JOURNAL D'INFORMATION

L'Égalité

de Roubaix — Douvring

BUREAUX: Téléphone 351-17
45, rue de la Gare, 45
TOURCOING Téléphone 3-85
3, rue Fidèle Laboulaye

DIRECTRICE: M^{me} Eug. GUILLAUME.

LES RELATIONS

GERMANO-YOUGOSLAVES

« Dans tous les domaines existent les conditions préalables d'une amitié durable et d'une collaboration utile à la paix de l'Europe »

déclare le communiqué commun publié à l'issue des entretiens du D^r Stoyadinovitch à Berlin



M. STOYADINOVITCH (Photo Nyl)

Berlin, 17. — Le Führer-chancelier a reçu ce matin le président du Conseil de Yougoslavie. Une compagnie renforcée de la garde rendit les honneurs, au docteur Stoyadinovitch tandis qu'une foule nombreuse se pressait devant l'entrée de la suite en cinquième page.

Un des organisateurs de l'attentat de Marseille aurait été arrêté

Il s'agit d'un Yougoslave qui a été appréhendé à la gare frontière de Bohumin ou passait le train de M. Stoyadinovitch

Prague, 17. — A Bohumin, au triangle des frontières tchécoslovaque, allemande et polonaise, la police tchécoslovaque a arrêté un sujet yougoslave, Marian Mustapic. Il venait de Yougoslavie et allait en Allemagne avec un passeport falsifié. Selon certains bruits, il serait un des organisateurs de l'attentat de Marseille contre le roi Alexandre et le président Berthoin. Il se trouvait en gare de Bohumin quand le président Stoyadinovitch y passa.

LA CRISE MINISTÉRIELLE

Après le refus de M. Léon BLUM

Sur la formule du Front Populaire élargi

M. CAMILLE CHAUTEMPS tente de constituer le nouveau Ministère

« Il faut, selon moi, grouper le maximum de bonnes volontés françaises autour des principes essentiels approuvés par le suffrage universel »,

a indiqué le Président du Conseil démissionnaire dans une déclaration à sa sortie de l'Élysée

« Je trouve inutile de m'obstiner plus longtemps. Je ne veux faire perdre, ni un jour, ni une heure au pays pour ma satisfaction personnelle », avait déclaré M. Léon Blum.

(DE NOTRE RÉDACTION PARISIENNE)

Les événements de la 4^{ème} journée de la crise ministérielle n'ont pu apporter les éléments susceptibles d'éclaircir l'horizon politique. Les consultations du Chef de l'État, les délibérations des groupes, les entretiens confidentiels des chefs de partis, rien de tout cela n'est parvenu à dissiper les malaises. Les obstacles sont connus, les difficultés ne peuvent causer aucune surprise mais beaucoup de parlementaires, à quelque opinion qu'ils appartiennent, ne veulent pas prendre les responsabilités qui risqueraient, selon eux, de trahir le mandat qui leur a été confié.

De ce fait, l'atmosphère du Palais-Bourbon est demeurée trouble et la note générale, parfois inquiète, n'a pas cessé de refléter l'incertitude et l'indécision. Pourtant, lorsque fut connue la tentative générale de M. Léon Blum, de réaliser une sorte d'accord Matignon politique, ce fut un soupir de soulagement général dans tous les partis politiques de la Chambre. La perspective d'un groupement de Front Populaire à direction républicaine et nationale annonçait l'aurore d'une réconciliation entre la majorité et l'opposition et, déjà, l'on se réjouissait du tour inattendu et heureux que prenait l'orientation de la crise. Cet espoir devait être bientôt déçu. Après de rapides échanges de vues et en présence de certaines conditions intransigeantes posées par des éléments de droite, du centre et de l'extrême-gau-



M. Camille CHAUTEMPS quittant l'Élysée après s'être entretenu avec M. LEBRUN. (Photo Nyl)

che, M. Léon Blum comprit que son geste était voué à un échec. Il n'insista pas. Ce fut l'objet principal des conversations des couloirs de la Chambre. De nombreux parlementaires commentaient, parfois avec véhémence, le fait qu'on n'ait pas admis unanimement la solution du chef du parti Socialiste, solution qui semblait à beaucoup la meilleure pour assurer au pays la sécurité intérieure et extérieure et l'on ajoutait que la formule lancée par M. Léon Blum, d'un rassemblement national autour du Front Populaire, serait tôt ou tard, inévitablement adoptée en raison des nécessités de l'heure. Mais revenons au fait, c'est-à-dire à l'acceptation de M. Camille Chautemps de former le nouveau Cabinet.

M. Léon Blum attendra ensuite à l'Hôtel Matignon les décisions que doit prendre ce matin le groupe radical pour l'offre qui lui a été faite de participer à un Gouvernement de Front Populaire à direction socialiste.

M. L. BLUM RENONCE

A 10 h. 35, M. Léon Blum quitte son domicile; avant de s'éloigner de celui-ci, il déclare aux journalistes présents: « Je me rends à l'Élysée. J'ai déjà téléphoné au Président de la République et je vais lui confirmer cette communication téléphonique en lui disant que je ne peux persévérer dans mon intention de constituer le Cabinet. » A 10 h. 40, M. Léon Blum, accompagné

Au cours d'un entretien avec le leader S. F. I. O., M. Chautemps a demandé la collaboration des socialistes sur laquelle le Conseil National du parti a été appelé à se prononcer.

avait été réclamée par le Comité de Rassemblement Populaire et la délégation des Gauches elle-même.

Le Front Populaire comprend trois partis politiques principaux: les Socialistes, les Radicaux et les Communistes.

Or, le groupe parlementaire radical, réuni hier soir, a manifesté une résistance certaine à l'entrée des Communistes dans le Gouvernement. Dans ces conditions, je n'ai pu que renoncer à la mission que le Président de la République m'avait confiée.

Je trouve inutile de m'obstiner plus longtemps. Je ne veux faire perdre ni un jour, ni même une heure au pays pour ma satisfaction personnelle.

M. CHAUTEMPS APPELÉ A L'ÉLYSÉE...

A 11 h. 30, M. Chautemps est arrivé à l'Élysée, appelé par le Président de la République qui l'a chargé de constituer le Gouvernement.

M. Chautemps accepte en principe de former le Cabinet.

Il a déclaré à la presse qu'il croit de son devoir, devant la prolongation de la crise, d'accepter cette mission.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE)

DEUX JEUNES GENS SONT TUÉS PAR UNE AUTO A LANDRECIES

Dans la soirée d'hier, un accident qui a coûté la vie à deux jeunes gens: M. Charles Nouvion, 27 ans, et Mlle Albertine Renverses, 23 ans, s'est produit sur la grande route de Valenciennes, à 150 m. du carrefour de Preux-au-Bois, à Landrecies. Alors qu'ils étaient sur le côté droit de la route, Mlle Renverses et M. Nouvion ont été tamponnés par une auto conduite par M. Stringer, directeur des Verrières de Landrecies. Les corps furent projetés à 28 et 35 mètres du lieu de l'accident. L'automobiliste déclare n'avoir rien vu. Il n'a pu être arrêté qu'à plusieurs kilomètres du lieu de l'accident par un autre automobiliste. Le Parquet est sur les lieux et l'enquête continue. M. Stringer est tenu à la disposition de la justice.

CHRISTIAN MOENCH n'est pas retrouvé



L'Aviateur MOENCH (Ph. S.A.F.R.A.)

Bassorah, 17. — On est toujours sans nouvelles de l'aviateur français Christian Moench disparu depuis hier matin dans le Golfe Persique.

Brusque raffermissement du franc, à Londres

En clôture la livre était cotée 147,87

Londres, 17. — Le franc français s'est brusquement raffermi cet après-midi. La devise française est cotée ce soir au comptant 147,87, contre 149 samedi et 152,25 ce matin.

Les dépôts à 1 et à 3 mois sont respectivement de 5,75 et de 3,87 contre 6 et 9 fr. samedi par livre sterling.

Ce redressement semble refléter soulagé l'on dans la cite, les perspectives favorables au prochain règlement de la crise ministérielle.

A New-York New-York, 17. — Le franc est coté au comptant à 3 dollars 37 1/2 pour 100 fr., à 3,24 à 30 jours, à 3,21 à 60 jours et à 3,18 à 90 jours.

LES CRIMES DU C. S. A. R.

LE LOCATAIRE DE L'APPARTEMENT QUI RECÉLAIT LE DERNIER DÉPÔT D'ARMES DÉCOUVERT EST ARRÊTÉ

Paris 17. — Pas de nouvelles arrestations ce matin, dans l'affaire du C.S.A.R.

L'activité des enquêteurs, si elle ne devait réserver aucune nouvelle sensationnelle à la presse, n'en fut cependant pas moins active. La tâche de ces derniers porte actuellement sur la vérification

pas encore été prononcé, seraient, selon lui, sérieusement compromises. Le dépôt d'armes de Vers-sur-Selle près d'Amiens

On avait brièvement annoncé, hier, qu'un dépôt d'armes avait été découvert



La pièce où l'on découvrit les mitraillettes, fusils et armes divers. (Ph. Keystone)

Non des déclarations faites, ces jours derniers par les inculpés et les témoins. C'est ainsi qu'on attache une particulière importance à la déposition de Sauvage. Plusieurs personnes dont le nom n'avait



M. BLUM sortant de l'Hôtel Matignon, sous une sorte de feu d'artifice fumé, créé par les torches éclairantes des cinéastes d'actualité. (Ph. S.A.F.R.A.)

On peut dire, en toute vérité, qu'en fin de journée on était assez sceptique dans les milieux parlementaires sur le résultat du sonnetur du Lor-et-Cher. On faisait remarquer, en effet, que le discours de M. Camille Chautemps à la tribune de la Chambre dans lequel il rendit leur liberté aux communistes avait produit sur ces derniers et sur une partie des socialistes, une impression défavorable qui dure encore. Il en résulte, que le parti communiste ne verrait pas, disait-on, d'un oeil favorable revenir à l'Hôtel Matignon, le Président du Conseil démissionnaire. Cette opinion était également partagée par l'aile gauche du parti socialiste.

Par ailleurs, nombreux étaient les députés qui s'efforçaient de chercher un terrain de conciliation. On affirmait même que M. Camille Chautemps était tout disposé à avoir une nouvelle explication avec le groupe communiste, tendant à arrêter les angles et à apaiser les difficultés. Toutefois, les parlementaires

Simple bruit de couloir que nous reproduisons en toute objectivité et qui, d'ailleurs, ne fut pas démenti. Et c'est sur cette note d'espoir que s'est terminée la 4^{ème} journée de la crise ministérielle.

LA QUATRIÈME JOURNÉE DE CRISE

Levé de très bonne heure, M. Léon Blum a poursuivi ce matin ses consultations à son domicile, 35, Quai Bourbon.

Il a d'abord reçu, à 8 h. 45, la visite de MM. Maurice Thorez et Jacques Duclos, qui restèrent environ trente minutes dans son cabinet.

On voyait arriver ensuite, Quai Bourbon, M. Vincent-Auriol, puis à 9 h. 35, M. Léon Jouhaux.

MM. Vincent-Auriol et Léon Jouhaux quittaient l'appartement de M. Léon Blum à 10 h. 10.

de M. Blum, chef de son cabinet, est arrivé à l'Élysée où il a été reçu par M. Albert Lebrun, à qui il a fait part de sa décision.

M. Blum s'est ensuite rendu au ministère de l'Intérieur où se trouvaient MM. Vincent-Auriol, Jouhaux et Marx Dormoy.

UNE DÉCLARATION DU LEADER SOCIALISTE

En quittant l'Élysée à 11 heures, M. Léon Blum fait à la presse la déclaration suivante: « J'ai essayé de mettre sur pied une combinaison que j'avais, moi-même qualifiée d'audacieuse. Il faut croire qu'elle n'était en effet, car elle n'a pas réussi. Je constate d'ailleurs qu'elle a été accueillie par l'opinion avec une grande sympathie. »

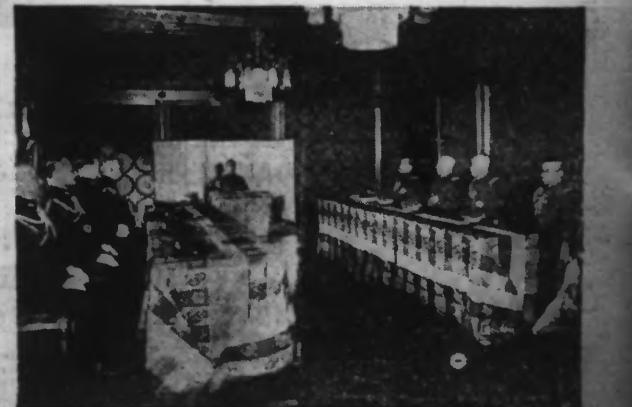
Restait donc une combinaison de Front Populaire à l'état pur, telle qu'elle

LES ÉVÉNEMENTS D'EXTRÊME-ORIENT

Rupture "virtuelle" des relations diplomatiques du Japon avec le régime instauré par le Maréchal Tchang Kai Chek

TEL EST LE SENS DE LA DÉCLARATION DE TOKIO

Les Chinois ont attaqué en direction de Wouhou



Une vue du Grand Conseil japonais qui s'est tenu à TOKIO. (Ph. Nyl)

LIRE NOTRE INFORMATION EN CINQUIÈME PAGE